

Plan d'urgence pour l'emploi

L'UDES appelle à des mesures audacieuses

Alors que le Premier ministre Manuel Valls, rencontre lundi 11 janvier les partenaires sociaux interprofessionnels dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi, l'UDES contribue au débat et formule 20 propositions concrètes pour lutter contre le chômage de masse. Les représentants de l'Union présenteront ces propositions le 13 janvier prochain à la ministre du Travail, Myriam El Khomri, lors d'une rencontre rue de Grenelle.

L'UDES formule 20 propositions articulées autour de 5 axes :

- 1. Accompagner le retour de la croissance en emplois.** Dès 2016, et pour deux ans, l'UDES demande ainsi de :
 - Mettre en place, pour toutes les entreprises de moins de 50 salariés, un dispositif d'aide et d'accompagnement exceptionnel sur toute nouvelle embauche.
 - Exonérer de charges toute nouvelle embauche d'alternant (apprentissage et contrat de professionnalisation).
 - Mettre en place une aide de l'Etat visant à couvrir la rémunération pour toute nouvelle embauche d'alternant issu d'un quartier politique de la ville.
- 2. Baisser durablement le coût du travail** en transformant notamment le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) en dispositif de baisse des charges applicable dès 2017 à toutes les entreprises, quels que soient leurs statuts fiscaux (associations...).
- 3. Sécuriser les relations de travail** en prévoyant notamment un plafonnement des indemnités prud'homales lié à l'ancienneté du salarié et en précisant les motifs de rupture pour cause réelle et sérieuse liés à la situation de l'entreprise ou la réalisation d'un projet.
- 4. Mobiliser des moyens pour sortir les demandeurs d'emploi de longue durée de la spirale du chômage.** L'UDES souhaite s'appuyer sur l'expérimentation territoriale visant à faire disparaître le chômage de longue durée pour identifier les leviers favorisant l'employabilité de ce public et essayer, si c'est concluant, dans un délai de deux ans.
- 5. Rénover la fiscalité et optimiser les dépenses publiques.** L'UDES appelle à travailler à une meilleure allocation et gestion de la dépense publique et notamment celle de l'Etat et des collectivités locales tout en sanctuarisant les dépenses liées aux politiques sociales.

« Le chômage baisse dans plusieurs pays européens alors qu'en France, les chiffres restent alarmants. Il est urgent de mettre en œuvre des actions efficaces afin de définir des conditions économiques saines permettant aux entreprises, dès cette année, de développer leurs activités afin de créer de nouveaux emplois. » souligne Hugues Vidor, Président de l'UDES.

UDES - L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) regroupe 26 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 14 branches professionnelles. Avec plus de 70 000 entreprises, employant plus d'1 million de salariés, l'UDES est l'organisation multiprofessionnelle de l'économie sociale et solidaire.